



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SG/DRH

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**Réalisation d'un diagnostic des risques psycho-sociaux au sein de l'administration
centrale des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition
écologique**

SG-SAD3-017-25

CAHIER DES CHARGES DIAGNOSTIC RPS

Table des matières

1.	Présentation des ministères.....	3
2.	Périmètre concerné par l'intervention : l'administration centrale.....	4
3.	La gestion des risques professionnels aux ministères.....	5
3.1.	Au niveau ministériel	5
3.1.1.	Plan d'action ministériel 2023-2027 pour la prévention des risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail	5
3.1.2.	Plan d'action ministériel 2024-2027 relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS)	6
3.1.3.	Plan de prévention renforcé des risques liés aux interventions sous circulation des agents des DIR 2023-2027	6
3.2.	Au niveau de l'administration centrale (AC)	7
3.2.1.	Historique	7
3.2.2.	Nouvelle démarche en AC	7
4.	Présentation du projet	7
4.1.	Objectifs du projet	7
4.2.	Attendus du projet	8
4.2.1.	Réalisation d'un pré-diagnostic.....	8
4.2.2.	Elaboration de l'outil de diagnostic (questionnaire).....	9
4.2.3.	Réalisation du diagnostic quantitatif	10
4.2.4.	Traitement du diagnostic quantitatif et préparation de l'enquête qualitative	10
4.2.5.	Restitution des résultats du diagnostic quantitatif et présentation du projet de diagnostic qualitatif à l'administration et aux membres FSSSCT-AC.....	10
4.2.6.	Réalisation du diagnostic qualitatif par entretien.....	11
4.2.7.	Elaboration et présentation du rapport final	11
4.2.8.	Elaboration du plan de prévention RPS	11
4.2.9.	Présentation finale en FSSSCT-AC	12
4.2.10.	Transcription dans le DUERP AC et le PPPACT-AC	12
5.	Livrables.....	12
6.	Calendrier prévisionnel	13

En préambule

Le secrétariat général des ministères, d'une part, de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et, d'autre part, de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche et, plus précisément, la direction des ressources humaines, associée aux représentants du personnel de la formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail de l'administration centrale (FSSSCT-AC) ont décidé de faire appel à une compétence externe pour aider l'administration centrale à identifier les facteurs de risques psycho-sociaux et à mettre en œuvre des pistes d'actions correctives.

L'objectif de cette démarche est d'évaluer les risques psycho-sociaux générateurs de souffrance au travail et de proposer à la direction des ressources humaines des modalités d'action en vue d'améliorer le fonctionnement de l'administration centrale et de permettre aux agents de travailler dans un climat de travail serein et motivant.

1. Présentation des ministères

Le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation met en œuvre la politique du Gouvernement dans de nombreux domaines tels que ceux dont il porte les noms. A ce titre, il est responsable du dialogue national avec les collectivités territoriales, des politiques de développement, d'équilibre et d'aménagement de l'ensemble du territoire national, de la cohésion économique et sociale des territoires, de leur promotion, leur attractivité et leur développement économique, des politiques de la ruralité et de la ville, du logement, du renouvellement urbain, de la construction, de l'urbanisme et de l'aménagement foncier, des mobilités, des transports et de leurs infrastructures et de l'équipement.

Il participe à l'élaboration des programmes de recherche, d'enseignement et de soutien à l'innovation dans les domaines relevant de ses attributions. Il participe, en lien avec les ministres intéressés, à l'élaboration de la législation fiscale dans les matières relevant de ses attributions.

Le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines du développement durable, de l'environnement, du climat, de la lutte contre la pollution atmosphérique, de la protection de la nature et de la biodiversité, de l'eau, de la prévention des risques naturels et technologiques et de la sécurité industrielle, de la mer, du littoral et de la pêche maritime, de la forêt et du bois ainsi que de la promotion d'une gestion durable des ressources rares.

Pour l'ensemble de ses attributions, la ministre en charge des domaines précités, couverts par le second ministère représente le Premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique,

dans les négociations européennes et internationales, en concertation avec le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, et veille à l'application des accords conclus.

Pour mener à bien ses missions, le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (désignés ci-après par l'expression « ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique ») sont organisés en directions. Certaines exercent leurs compétences au niveau central ; d'autres sont réparties sur le territoire, en régions ou en départements.

2. Périmètre concerné par l'intervention : l'administration centrale

En plus de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et de l'Inspection générale des affaires maritimes (IGAM) qui jouent un rôle d'observation, de contrôle et d'inspection des services et de leurs actions, les services centraux des ministères comportent :

- deux structures transversales :

- le secrétariat général (SG)
- le commissariat général au développement durable (CGDD)

- six directions générales (DG) ainsi que le bureau des cabinets, l'inspection des affaires maritimes et la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement qui regroupent des compétences, des expériences et des expertises venues d'horizons différents :

- la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)
- la direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM)
- la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- la direction générale de la prévention des risques (DGPR)
- la direction générale de l'aviation civile (DGAC)
- la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)
- le bureau des cabinets (BDC)
- la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)

Le diagnostic des risques psycho-sociaux de l'administration centrale portera sur dix de ces 11 entités. Seule la DGAC ne sera pas concernée.

L'administration centrale compte 5326 agents (cf annexe 1 - Annexe effectifs administration centrale par sites).

Le périmètre de l'administration centrale se situe principalement en région parisienne (La Défense/ Boulevard Saint-Germain – Paris) et sur des sites distants en province (cf annexe 1).

3. La gestion des risques professionnels aux ministères

3.1. Au niveau ministériel

Les ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique disposent au niveau ministériel de plusieurs plans d'actions ministériels pour la prévention des risques professionnels qui ambitionnent de mieux accompagner les services et les agents dans la démarche d'amélioration continue de l'évaluation et de la prévention des risques professionnels, et en premier lieu des risques psychosociaux (RPS), dans un contexte de réorganisation des services qui nécessite un renforcement de cet accompagnement.

La politique de prévention des risques professionnels au sein de nos ministères est structurée autour de quatre orientations principales :

- la promotion d'une culture commune de la pratique de la prévention,
- le développement et la professionnalisation des acteurs de la prévention,
- le renforcement des mesures de prévention relatives à certains facteurs de risques transversaux,
- le renforcement des mesures de prévention spécifiques à certains facteurs de risques « métiers ».

3.1.1. Plan d'action ministériel 2023-2027 pour la prévention des risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail

L'ambition de ce plan est de mieux accompagner les services et les agents dans la démarche d'amélioration continue de l'évaluation et de la prévention des risques professionnels, et en premier lieu des risques psychosociaux (RPS), dans un contexte de réorganisation des services qui nécessite :

- d'une part, la finalisation des actions de prévention engagées dans le cadre du précédent plan et dont certaines présentent un caractère pérenne ;
- d'autre part, le déploiement, toujours en concertation avec la Formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail (FSSSCT) ministérielle de nouvelles actions, dont certaines auront vocation à figurer dans le futur agenda social.

Ce plan est organisé autour de cinq axes de travail principaux :

1. S'appuyer sur un réseau dynamique et professionnalisé d'acteurs de la prévention ;
2. Consolider les mesures de prévention relatives à certains facteurs de risques transversaux (psychosociaux, biologiques, chimiques dont la qualité de l'air, routiers...) ;
3. Poursuivre la prévention des risques propres à certains métiers (de la route, maritimes) ;
4. Améliorer les conditions de vie et de travail (qualité de vie et des conditions de travail ou QVCT, télétravail, handicap, droit à la déconnexion) ;

5. Assurer la bonne mise en œuvre de ce plan, au travers d'une gouvernance et d'un pilotage adaptés.

3.1.2. Plan d'action ministériel 2024-2027 relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS)

La prévention des risques psychosociaux apparaît comme une politique prioritaire pour le ministère. A ce titre, le pôle ministériel a actionné plusieurs leviers permettant de prévenir, de réduire et de traiter les risques psychosociaux. Ce plan d'action 2024-2027 relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS), qui rassemble les actions de portée nationale sur cette thématique et fixe les priorités de travail, concerne l'ensemble des services du ministère.

La prévention des RPS relève de la responsabilité des employeurs, mais c'est aussi une démarche qui est l'affaire de chacun.

Ce plan est constitué de :

- 3 chapitres dédiés respectivement à la prévention primaire, secondaire et tertiaire¹ ;
- 7 axes de travail ;
- 21 actions associées.

L'ambition de ce plan ministériel est :

- de poursuivre et consolider la démarche de prévention des RPS ;
- de prendre en compte les résultats du baromètre social 2023 ;
- en conservant le focus sur la formalisation et le suivi opérationnel des diverses actions ;
- en maintenant la prévention des RPS au cœur du dialogue social.

3.1.3. Plan de prévention renforcé des risques liés aux interventions sous circulation des agents des DIR 2023-2027

Les 11 Directions Interdépartementales des Routes (DIR) gèrent au quotidien le réseau routier national non concédé en territoire métropolitain.

¹Prévention primaire : démarche de prévention des risques visant à éliminer les risques à la source.

Prévention secondaire : démarche de prévention des risques visant à identifier et protéger face à l'exposition des risques.

Prévention tertiaire : démarche de prévention des risques visant à réduire les troubles dus à des risques non évités.

3.2. Au niveau de l'administration centrale (AC)

3.2.1. Historique

Jusqu'en 2023, la démarche d'évaluation des risques professionnels physiques était réalisée dans chaque direction générale et au secrétariat général au sein de l'administration centrale (AC) des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.

Un diagnostic des risques psychosociaux datant de 2016 avait permis, jusqu'à la démarche précitée, d'identifier les risques et situations dangereuses afin de les transcrire dans les documents uniques d'évaluation des risques professionnels (DUERP) respectifs de chaque direction.

3.2.2. Nouvelle démarche en AC

Une nouvelle démarche initiée courant 2023 a permis d'identifier et d'évaluer les risques physiques à l'aide d'une méthodologie partagée par l'ensemble des directions générales et d'élaborer un DUERP unique pour l'AC.

Depuis le diagnostic RPS de 2016 et en tenant compte des orientations transmises au niveau ministériel, une trame de plan de prévention RPS a été élaborée pour l'ensemble des directions générales sous forme de tableau. Cette trame a été délivrée à l'ensemble des directions afin qu'elles construisent leur propre plan de prévention des RPS.

Un bilan de chaque plan de prévention RPS a été présenté en FSSSCT-AC au second semestre 2024.

Ainsi, dans le prolongement de cette démarche unique d'évaluation des risques, il est nécessaire désormais de réaliser un nouveau diagnostic des risques psychosociaux au sein de l'AC.

L'objectif est de recenser les risques psychosociaux, de les retranscrire au DUERP et d'établir sur cette base un plan de prévention des risques psychosociaux en AC (PPRPS-AC) qui sera intégré au plan pluriannuel de prévention et d'amélioration des risques de la même administration (PPPACT-AC),

L'attention est attirée sur le fait que le diagnostic RPS sera lancé dans un contexte de nouvelle stratégie immobilière de l'AC.

4. Présentation du projet

4.1. Objectifs du projet

Le prestataire devra :

- Élaborer un pré-diagnostic RPS sur la base d'une analyse de l'existant (documents fournis par l'administration),

- Élaborer un outil de diagnostic RPS qui devra à minima intégrer les 6 facteurs RPS (facteurs GOLLAC²),
- Réaliser une évaluation des risques psychosociaux sur le périmètre de l'AC (à la fois sur les sites parisiens et distants) au moyen d'une étude quantitative (questionnaire aux agents) et d'une étude qualitative (entretien avec un panel d'agents) dans le respect de la confidentialité des réponses et des données des agents. Cette évaluation devra tenir compte du sexe et de l'âge des agents interrogés,
- Élaborer un plan d'action des RPS de l'AC, dont les éléments auront vocation à être intégrées dans le prochain Programme pluriannuel de prévention et d'amélioration des conditions de travail en administration centrale (PPPACT-AC), en tenant compte :
 - des contraintes et moyens de la structure,
 - des situations dangereuses identifiées,
 - des résultats de l'analyse documentaire,
 - de l'analyse quantitative et qualitative du diagnostic effectué par le prestataire,
 - des recommandations du PPRPS ministériel 2024-2027,
 - des besoins spécifiques identifiés dans chaque DG. Ces actions spécifiques devront être proposées dans un volet propre à chaque DG.
- Intégrer les résultats du diagnostic RPS dans le DUERP de l'AC.

4.2. Attendus du projet

Pour mener à bien sa prestation, le prestataire sera accompagné par le bureau de l'action médico-sociale et de la prévention en administration centrale (CRHAC2), et plus particulièrement son pôle médico-social et de prévention des risques professionnels (PMPR).

Les délais indiqués sont exprimés en jours calendaires.

4.2.1. Réalisation d'un pré-diagnostic

Afin de réaliser son pré-diagnostic, le prestataire pourra s'appuyer sur la documentation existante transmise par l'administration dont :

- les organigrammes,
- les bilans et rapports sociaux uniques de 2017 à 2022,
- les résultats des baromètres sociaux réalisés en 2021 et 2023,
- les plans de prévention des RPS ministériels 2021-2022 et 2024-2027,
- les plans de prévention des RPS de l'AC 2019-2024,
- les programmes de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ministériels 2019-2022 et 2023-2027,
- le programme de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail de l'AC 2022-2024,
- le DUERP AC 2024 et les versions antérieures des DUERP des DG,

²Rapport du Collège d'expertise sur le suivi des risques psychosociaux au travail, dit « rapport Gollac » (avril 2011), faisant suite à la demande du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

- les travaux d'identification des RPS réalisés par le réseau des référents lors de la réalisation du DUERP AC 2024,
- les procès-verbaux des FSSSCT-AC de 2022 à 2024,
- les rapports d'inspection des ISST,
- les rapports de visite des membres FSSSCT-AC,
- le rapport d'activité du médecin du travail,
- et tout autre document dont le prestataire aurait besoin pour la réalisation du diagnostic.

Délai : Le prestataire disposera de 30 jours pour réaliser le pré-diagnostic et l'analyse de l'existant. Il remettra à l'administration une synthèse de ses conclusions à l'issue de cette période.

Le prestataire présentera son pré-diagnostic à l'administration par voie dématérialisée, immédiatement à l'issue du délai mentionné ci-dessus, en l'envoyant à l'adresse suivante : « diagnosticrpsac2025@developpement-durable.gouv.fr ». Dès réception par l'administration de ce document, cette dernière lui enverra un accusé de réception qui permettra de lancer la phase suivante.

4.2.2. Elaboration de l'outil de diagnostic (questionnaire)

Sur la base du pré-diagnostic, le prestataire devra élaborer un outil de diagnostic sous forme de questionnaire.

Ce questionnaire devra être accessible (aux personnes en situation de handicap notamment). Le nombre de questions sera déterminé en fonction des conclusions du pré-diagnostic et sous réserve de validation de l'administration. Le temps de réponse du questionnaire ne devra pas excéder 15 minutes.

Le questionnaire sera diffusé aux agents sous un format électronique/web. La direction du numérique du ministère (DNUM) sera associée afin de garantir l'accessibilité du questionnaire aux agents (filtres, pare-feu, accessibilité aux personnes en situation de handicap). En coordination avec la DNUM, le prestataire veillera à la diffusion du questionnaire en ligne via un dispositif adapté, dans le respect de la confidentialité des réponses et des données des agents, conformément aux normes RGPD. L'administration fournira l'adresse électronique professionnelle des agents concernés.

Le prestataire devra préparer des éléments de communication du diagnostic à destination des agents. Cette communication introduira le questionnaire et présentera les grandes étapes du projet avec les échéances clés ainsi que le traitement qui sera destiné aux données transmises par les agents.

Délais : Le prestataire disposera d'un délai de 15 jours pour élaborer le questionnaire et pour préparer la communication à l'attention des agents. Il devra également proposer, en lien avec la DNUM, le dispositif de diffusion du questionnaire aux agents.

Ensuite, l'administration disposera également d'un délai de 15 jours pour valider le questionnaire et l'outil de diffusion.

4.2.3. Réalisation du diagnostic quantitatif

La diffusion du questionnaire devra être prévue en dehors de la période estivale.

Le questionnaire sera diffusé à tous les agents de l'administration centrale qui disposeront d'un mois pour répondre. Durant cette période, le prestataire se tiendra disponible pour effectuer des relances et répondre à leurs éventuelles difficultés sur l'outil de questionnaire.

Le titulaire veillera à informer les agents, dans l'introduction de ce questionnaire, sur leurs droits en matière d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et d'effacement des données les concernant ainsi que sur la procédure prévue à cet effet par le titulaire.

Délai : La diffusion du questionnaire durera 30 jours.

4.2.4. Traitement du diagnostic quantitatif et préparation de l'enquête qualitative

Le titulaire disposera d'un temps de traitement (précisé plus bas dans le présent article) des résultats du diagnostic quantitatif et de préparation du diagnostic qualitatif, en ce qui concerne notamment :

- la stratégie d'intervention,
- la méthodologie d'enquête,
- la grille d'entretien aux agents.

L'étude qualitative sera effectuée par entretien sur un panel de 500 agents. En fonction des résultats des questionnaires, le prestataire pourra proposer à l'administration une répartition des entretiens sur le périmètre de l'AC.

A l'issue de ce délai, il devra fournir à l'administration une synthèse des réponses faites par les agents au questionnaire.

Délai : Le traitement des résultats du diagnostic quantitatif ainsi que la préparation du diagnostic qualitatif se feront sous 30 jours, à l'issue de la diffusion du questionnaire aux agents (4.2.3).

4.2.5. Restitution des résultats du diagnostic quantitatif et présentation du projet de diagnostic qualitatif à l'administration et aux membres FSSSCT-AC

Une fois traités, les résultats du questionnaire et l'analyse des données devront être présentés à l'administration et aux membres FSSSCT-AC.

Lors de cette réunion, le prestataire proposera sa stratégie d'intervention ainsi que la méthodologie à suivre pour l'étude qualitative. Il proposera également une grille d'entretien.

Délai : La présentation des résultats du diagnostic quantitatif et du projet de diagnostic qualitatif à l'administration et aux membres FSSSCT-AC sera effectuée directement après le délai de traitement et de préparation prévu au 4.2.4.

A l'issue de cette présentation, l'administration aura 15 jours pour valider la grille d'entretien et la méthodologie d'enquête.

4.2.6. Réalisation du diagnostic qualitatif par entretien

Les entretiens individuels devront être effectués sur un échantillon de 500 agents de la population d'agents de l'administration centrale (tout âge, tout sexe, tout statut d'emploi (contractuels ou fonctionnaires), toute catégorie, tout corps de fonctionnaires confondus.)

Les entretiens pourront être réalisés en visioconférence pour les agents en AC et seront uniquement en visioconférence pour les agents sur les sites distants.

La plateforme de visio-conférence utilisée pour la mise en œuvre des entretiens devra être préalablement validée par l'administration et devra garantir la confidentialité des échanges et des données des agents.

Le titulaire veillera à informer les agents, sur cette plateforme, à propos de leurs droits en matière d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et d'effacement des données les concernant ainsi que la procédure prévue à cet effet par le titulaire.

Délai : Le prestataire disposera d'un délai de 75 jours pour réaliser les 500 entretiens auprès des agents en dehors de la période estivale.

4.2.7. Elaboration et présentation du rapport final

Les résultats de l'étude seront délivrés par le prestataire sous la forme d'un rapport final détaillé comprenant une analyse quantitative et qualitative sur la base du pré-diagnostic, des questionnaires et des entretiens réalisés. Ce rapport devra comporter une proposition de PPRPS-AC. Ce plan sera déclinable à l'échelle de l'AC et proposera des actions et des indicateurs de suivi. En fonction des risques identifiés, chaque direction générale pourra bénéficier de propositions d'actions personnalisées.

Une première présentation du résultat du diagnostic, du projet de plan de prévention RPS et des propositions d'actions sera assurée auprès de l'administration et des membres de la FSSSCT-AC.

Délais : A l'issue des entretiens, le prestataire dispose de 45 jours pour fournir le rapport final détaillé.

Ensuite, il effectuera immédiatement après cette période une présentation de ce rapport à l'administration et aux membres FSSSCT-AC.

4.2.8. Elaboration du plan de prévention RPS

Dans un deuxième temps, le prestataire devra avoir un échange avec chaque direction générale et chaque service du secrétariat général de l'administration centrale pour recueillir leurs observations sur le projet de plan RPS proposé et notamment sur les propositions d'actions personnalisées.

Délais : Le prestataire disposera de 30 jours pour le temps d'échange avec les membres de la FSSSCT-AC et les directions et services.

4.2.9. Présentation finale en FSSSCT-AC

En tenant compte des retours de l'administration et des différents échanges prévus au 4.2.8, le prestataire produira la version finale du plan de prévention.

A l'issue de ce délai, le prestataire devra envoyer la version finale du plan de prévention à l'administration et une présentation du diagnostic et du plan de prévention finalisés sera effectuée en FSSSCT-AC.

Délais : Le prestataire disposera de 15 jours pour finaliser le projet de PPRPS et effectuer la présentation finale à la FSSSCT-AC.

4.2.10. Transcription dans le DUERP AC et le PPPACT-AC

Le rapport et le plan proposés par le prestataire devront aboutir à une proposition de rédaction de la partie RPS du DUERP de l'AC et du programme pluriannuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail de l'AC (PPPCT-AC) que le titulaire remettra à l'administration.

Délai : La transcription des résultats dans le DUERP-AC ainsi que la proposition de rédaction devront être effectuées dans un délai de 30 jours à compter de la présentation aux membres FSSSCT-AC. Ils seront envoyés à l'administration à l'issue de ce délai.

5. Livrables

Les livrables attendus sont précisés à l'article 4.2 du présent cahier des clauses techniques particulières.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier.

Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via l'adresse mail suivante :
« diagnosticrpsac2025@developpement-durable.gouv.fr ».

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

6. Calendrier prévisionnel

Le titulaire doit rendre les livrables attendus au plus tard le 1^{er} septembre 2026, après avoir respecté l'ensemble des étapes suivantes.

Pour rappel, les délais indiqués se comptent en jours calendaires.

Les lignes grisées ci-dessous correspondent aux étapes correspondant à chacun des paragraphes numérotés de l'article 4.2 du CCTP, qui sont également mentionnées dans la DPGF. Les lignes blanches correspondent quant à elles à des sous-étapes et ne figurent pas dans la DPGF :

<u>ÉTAPES</u>	<u>DURÉE DES JALONS</u>	<u>PARAG. ART. 4.2 CCTP</u>	<u>LIVRABLES ATTENDUS</u>
Réalisation d'un pré-diagnostic	30 jours	4.2.1	- Pré-diagnostic - Analyse de l'existant - Remise de la synthèse de ses conclusions à l'administration
Elaboration de l'outil de diagnostic (questionnaire)	15 jours	4.2.2	Projet de questionnaire comprenant la communication aux agents
Phase de validation du questionnaire (communication aux agents comprise) et de l'outil de diffusion par l'administration	15 jours	4.2.2	Aucun
Réalisation du diagnostic quantitatif	30 jours	4.2.3	
Traitement du diagnostic quantitatif et préparation de l'enquête qualitative	30 jours	4.2.4	
Restitution des résultats du diagnostic quantitatif et présentation du projet de diagnostic qualitatif à l'administration et les membres FSSSCT-AC	A l'issue du 4.2.4 (aucun délai ad hoc prévu)	4.2.5	Synthèse des réponses des agents au questionnaire
Phase de validation par l'administration	15 jours	4.2.5	
Réalisation du diagnostic qualitatif par entretien	75 jours	4.2.6	
Elaboration et présentation du rapport final	45 jours	4.2.7	Rapport final

Elaboration du plan de prévention RPS	30 jours	4.2.8	Plan de prévention finalisé
Présentation finale en FSSSCT-AC	15 jours	4.2.9	
Transcription dans le DUERP AC et le PPPACT-AC	30 jours	4.2.10	Proposition de transcription des résultats dans le DUERP et du plan de prévention dans le PPPACT-AC